

La dictature des marchés, la monarchie belge et le nationalisme flamand

mercredi 27 juillet 2011, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juillet 2011).

Le discours télévisé que le roi Albert II a prononcé à l'occasion de la fête nationale n'a pas reçu, à gauche, l'attention qu'il méritait. Le monarque est sorti de son rôle constitutionnel pour se camper en « dernier recours » et appeler la population à se mobiliser avec lui pour faire pression sur la classe politique, incapable de résoudre les problèmes. Quelques mois auparavant, Albert II, inversant les rôles au sein de l'exécutif, avait chargé le gouvernement Leterme, pourtant en affaires courantes, de confectionner un budget 2011 allant plus loin que les injonctions européennes sur la voie de l'assainissement budgétaire. La couronne intervient de plus en plus directement sur le champ politique, en faveur d'une politique d'austérité dure pilotée et coordonnée au niveau fédéral. Le nationalisme flamand ultra-libéral et séparatiste incarné par la NVA n'est pas le seul danger qui plane sur les acquis sociaux et sur les droits démocratiques.

Albert II a justifié sa sortie au nom du droit de la monarchie de « *mettre en garde* ». La constitution ne l'autorise pas à « mettre en garde » publiquement, en s'adressant directement à la population, par-dessus le gouvernement. Tous ses actes doivent être couverts par le Premier Ministre. De plus, théoriquement, le roi ne peut user de ce droit de mise en garde que dans le cadre de ses entretiens avec les responsables politiques, dans le cadre de ce qu'on appelle le « colloque singulier ». Mais, en période de crise politique, comme en période de guerre, le pouvoir de la monarchie est considérable. Albert II en use et en abuse dans le cadre de la crise de régime ouverte qui dure maintenant depuis plus d'un an. Prononcé le 20 juillet, son discours très militant, appuyé par des gestes impératifs, révèle à quel point la monarchie est un instrument aux mains de la classe dominante, ou d'une partie de celle-ci.

L'instrument d'un pouvoir fort

Sur le fond, la partie la plus significative du discours est celle dans laquelle Albert II appelle à des « réformes structurelles », tant dans le domaine institutionnel que dans le domaine socio-économique. Emballés dans de belles paroles sur le bien-être des citoyens et la démocratie (un chef d'Etat non élu qui parle de démocratie !), ces appels ne font pourtant pas illusion. Albert les justifie et les cadre explicitement dans la nécessité de continuer « l'aventure européenne » et de la mener à bien, contre les menaces de repli nationaliste. Or, à l'heure où l'Union Européenne met bas le masque et joue ouvertement son rôle d'instrument du capital, à l'heure où la troïka Commission européenne-Banque centrale européenne-FMI impose partout une austérité drastique pour garantir les profits d'une poignée de spéculateurs, chacun sait ce que « l'aventure européenne » signifie : blocage des salaires, privatisations, démantèlement de la sécurité sociale, allongement de la carrière professionnelle, flexibilité de la main-d'œuvre, pertes d'emploi dans la fonction publique... on en passe, et des meilleures.

Le discours musclé du souverain s'inscrit ainsi dans la tendance galopante à l'instauration en Europe d'une féroce dictature du capital, dont les seuls buts sont de sauver à tout prix les profits des banques et d'aider les entreprises du vieux continent dans leur guerre de concurrence contre leurs rivales américaines et asiatiques. Cette tendance a fait des bonds de géant ces derniers mois, avec l'instauration du « semestre européen » et de la « gouvernance économique européenne », des

dispositifs qui reviennent tout simplement à mettre les parlements nationaux sous la tutelle des marchés et des agences de notation. Autrement dit à liquider ce que la démocratie parlementaire bourgeoise pouvait encore avoir de « représentatif » des populations, via le suffrage universel.

Dans notre pays, les voies d'instauration de cette dictature du grand capital divisent la classe dominante. La plus grande partie du patronat flamand, rassemblée dans le VOKA, considère que les rapports de forces politiques au Nord du pays lui permettent d'aller plus vite à l'objectif. La condition pour ce faire est une autonomie accrue de la Flandre, notamment en matière fiscale et sociale. Cette fraction de la classe dominante se reconnaît et s'exprime à travers la NVA de Bart De Wever, dont le nationalisme n'est que l'enveloppe populiste d'un ultra-libéralisme de combat, dirigé contre le mouvement ouvrier.

Une autre fraction, soutenue par la technocratie européenne et les grandes puissances, mise sur l'Etat fédéral, et utilise les craintes des conséquences d'une scission du pays – notamment de la sécurité sociale – pour faire avaler l'austérité au monde du travail, au nom du « moindre mal ». Principal parti au Sud du pays, le PS est l'instrument clé de cette stratégie, dont la note Di Rupo constitue l'expression la plus claire. Nul ne sait si les négociations politiques qui reprendront après le 15 août déboucheront ou non sur un gouvernement de plein exercice, avec le CD&V et sans la NVA. Mais une chose est certaine : si ces pourparlers devaient aboutir, ce serait au prix d'attaques encore plus dures que celles qui sont déjà planifiées dans le texte du formateur.

Tout en dénonçant l'incapacité du politique et en jouant sa propre carte – celle de la sinécure qui permet à sa famille de royaux parasites de vivre aux crochets des contribuables, Albert II vient clairement en appui de cette fraction. Quoique la NVA ne soit pas opposée au fédéralisme européen, on retrouve *ici, mutatis mutandis*, les tensions entre le grand capital pro-UE et les forces de droite qui, à l'instar du FN français, exploitent démagogiquement le mécontentement face à la mondialisation néolibérale. Pas étonnant que le discours du 20 juillet ait été interprété comme un coup de pouce aux efforts du Président du PS – dont l'ambition personnelle à devenir le Premier Ministre de Sa Majesté ne doit pas être sous-estimée. Pas étonnant que le PS, par la bouche de Laurette Onkelinx, ait salué la tirade bonapartiste du Chef de l'Etat. Tout cela montre le degré de dégénérescence de la social-démocratie, déjà illustré par les rôles de Papandréou en Grèce, de Zapatero en Espagne et de Socrates au Portugal – sans parler de DSK, l'ex-futur Président des Français. Quant à la NVA, elle a fustigé l'intervention du roi. Mais il ne faut pas s'y tromper : tout en misant sur le pourrissement des institutions de la Belgique, Bart de Wever est preneur de tout ce qui fait avancer l'austérité et reculer les droits démocratiques, car cela cadre avec son projet ultra-libéral. C'est pourquoi celui qui avoue sans ambages que « le VOKA est (son) patron », a soutenu l'extension des pouvoirs du gouvernement en affaires courantes, notamment lors de l'élaboration du budget 2011...

Le mouvement syndical craint De Wever, à juste titre. Mais il ferait une erreur terrible s'il se résignait à la stratégie du « moindre mal » de la social-démocratie et de ses alliés. La seule issue pour lui est d'élaborer son propre programme de réformes anticapitalistes. D'exiger un audit de la dette publique, afin de mettre en lumière les dettes illégitimes, produit de la manière dont les banques se sont enrichies en prêtant des capitaux fictifs. De réclamer l'abrogation des « baisses de charges » patronales ainsi qu'une gestion de la Sécurité sociale par les seuls représentant-e-s du monde du travail. De revendiquer une réduction radicale du temps de travail, sans perte de salaire, avec embauche proportionnelle et baisse des cadences. Etc... Il va de soi que ce programme, à la fois social, écologique et démocratique, n'a de sens que s'il va de pair avec une mobilisation en profondeur des travailleurs et des travailleuses – avec ou sans emploi – ainsi que des pensionné-e-s, des jeunes et de tou-te-s les laissé-e-s pour compte de ce système injuste, Belges et immigré-e-s.

Cette mobilisation ne peut gagner que si elle rassemble les forces, par-delà la frontière

linguistique... et celles des appareils. Dans la mesure où cette mobilisation libèrera l'énergie et la créativité des exploité-e-s et des opprimé-e-s, elle permettra non seulement de sauvegarder les acquis sociaux mais aussi de réinventer la démocratie par en-bas, comme les Indigné-e-s ont commencé à le faire en Espagne et en Grèce. C'est alors seulement que les problèmes de la coexistence entre les peuples flamands et wallons pourront trouver une solution fédérale conforme aux intérêts du monde du travail. Une solution sans monarchie, dans le cadre d'une autre Europe, écosocialiste. Pour la gauche -la vraie- il n'y a tout simplement pas d'autre voie.

Daniel Tanuro
